

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N°117

30 MAI 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 La Source / B.P. 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

1,50F



**A BAS
LE NOUVEAU
GOUVERNEMENT
BOURGEOIS
ENGAGEONS
LA LUTTE!**

D'OU VIENNENT LES «REPUBLICAINS INDEPENDANTS»

Le changement sans risque de Giscard, c'est d'abord la continuité d'un certain nombre de thèmes, remis au goût du jour, thèmes tirés de l'ancêtre des «Républicains Indépendants» le «Centre National des Indépendants Paysans».

L'ancêtre des républicains indépendants, le CNIP

Cette étiquette «Indépendant» ou «Républicain Indépendant» est régulièrement utilisée par les partis réactionnaires depuis 1919. A la Libération, les politiciens compromis dans la collaboration utilisent à nouveau cette étiquette pour se faire élire et faire oublier leur passé. Leur passé, c'est à divers degrés la collaboration : vote de l'investiture de Pétain (Reynaud, Pinay), participation au régime vichyste (Bettencourt, Marcellin...) et divers collabos (Leroy-Ladurie, Laniel...) Peu nombreux en 1946 (74 députés) et divisés, les «Indépendants» se regroupent dans le Centre National des Indépendants et Paysans. Résistants de la dernière heure et collabos qu'unit le même anti-communisme voisinant dans différents partis : Parti Républicain de la Liberté, Groupe Républicain d'Action Paysanne et Sociale, et Républicains Indépendants, bien que réunis dans le CNIP, leur unité sera plus théorique que réelle, en fait ils seront presque toujours divisés dans leurs votes au parlement, aussi bien sur les problèmes mineurs que sur les grandes questions. Parti de notables locaux (Pinay est maire de St Chamond depuis 1929), le CNIP regroupe des maires, conseillers généraux, sénateurs ruraux qui se présentent avant tout comme des défenseurs des intérêts locaux et des petits paysans et artisans.

Leur implantation locale qui fait toute leur force, fait aussi toute leur faiblesse, car élus sur des bases «apolitiques» de défense des intérêts locaux, ils n'arriveront jamais à se fédérer dans un véritable parti. Et au parlement les députés «Indépendants» auront pour principe la liberté de vote. En plus de leur anti-communisme foncier, ce qui les unit c'est une politique extérieure, leur atlantisme invétéré : après s'être vendus aux nazis ils se tournent vers le gendarme U.S., toujours animés de la même haine anti-communiste. Ils se disent aussi partisans d'une intégration européenne rapide sous l'égide U.S. afin de constituer une base d'agression contre l'URSS.

Malgré leurs faibles résultats électoraux, autour de 15% des suffrages, ils seront fréquemment conviés à la soupe ministérielle, après la fin du tripartisme (MRP, SFIO, PCF) car la puissance de la représentation communiste au Parlement interdit toute majorité de «droite» ou de «centre gauche» sans la participation des «Indépendants». Pinay est président du conseil en 52 du 8 mars au 22 décembre et sera aussi ministre des finances. Il mène une politique de blocage des salaires et des prix agricoles et crée l'emprunt qui porte son nom, et qui aura un grand succès auprès de la bourgeoisie. En effet, les souscripteurs sont dispensés des droits d'héritage, ce qui permet aux capitalistes de convertir leurs héritages éventuels en rente Pinay (valeurs mobilières ou même usines) avant le décès officiel et de les revendre par la suite pour racheter l'héritage, ce qui permet toutes les combines pour les bourgeois. Par contre, les travailleurs qui n'ont pas les appuis et l'habileté nécessaire à ce genre d'opération, sont lourdement pénalisés par les droits d'héritage lorsqu'ils ont une maison ou une petite ferme.

Associés au M.R.P., les «Indépendants» combattent vigoureusement pour la C.E.D. (Communauté Européenne de Défense), dont le but est de créer, sous l'égide américaine, une organisation armée européenne dirigée contre l'URSS et le camp socialiste. Ce projet échoue du fait de l'opposition conjointe des gaullistes au nom de «l'Indépendance Nationale», et des communistes.

Sur la question algérienne ils se montrent partisans des solutions les plus dures et provoquent la démission du gouvernement Gaillard qui avait admis les «bons offices anglo-américains». Misant sur une crise ouverte, ils préparent le coup de force du 13 mai 58 et le retour de de Gaulle dont ils voteront l'investiture à l'unanimité, moins la voix du pétainiste demeuré Isorni.

la division du CNIP avec la politique gaulliste

Pinay, appelé aux finances par de Gaulle amène dans ses bagages Giscard, comme secrétaire d'état au budget. Celui-ci y restera, lorsque de Gaulle aura remplacé Pinay par Baumgartner, sa principale préoccupation étant sa carrière politique, il sait déjà qu'il sera ministre des finances après Baumgartner qui n'accepte cette fonction que pour une période limitée. L'accord entre le CNIP et l'UNR qui se concrétise par une victoire électorale conjointe aux élections : 121 sièges pour le CNIP et 212 pour l'UNR sera de courte durée. De Gaulle dont les projets d'Algérie Française sont brisés par la lutte d'indépendance nationale du peuple algérien, s'oriente progressivement vers l'autodétermination de l'Algérie. Cette politique lui retire l'appui d'une partie du CNIP constituée de partisans farouches de l'Algérie Française, Le Pen en particulier. Mais ce qui va indisposer la majorité des «Indépendants» c'est la politique gaulliste par rapport à l'impérialisme U.S. et à l'intégration européenne, politique qui vise à renforcer l'impérialisme français et à affirmer son indépendance par rapport à l'impérialisme U.S. Pinay qui se fait l'écho des «Indépendants» au gouvernement est renvoyé en janvier 60. De 60 à 62 les contradictions entre le CNIP et l'UNR ne feront que croître et aboutiront au vote de la motion de censure d'octobre 62 qui renverse le gouvernement Pompidou.

Au cours de cette période une fraction du CNIP, dont les ministres : Giscard, Marcellin, Jacquinot et de Broglie, appuient le gouvernement Pompidou et refusent de voter la censure. Mesurant les risques politiques d'un affrontement direct avec l'UNR, ils choisissent de rester dans la majorité présidentielle en y constituant un pôle «Indépendant» sans pour autant désavouer les thèmes du CNIP.

62-66 débuts du groupe des R.I.

Après la victoire du «OUI» au référendum constitutionnel sur l'élection du président de la République au suffrage universel, les élections législatives marquent un tournant décisif dans l'existence des «Indépendants» : la fin du groupe

parlementaire du CNIP et la constitution du groupe des Républicains Indépendants. Le CNIP est complètement laminé, il ne retrouve que 29 sièges sur une centaine, alors que les R.I. partis de quelques sièges en obtiennent 25. La dynamique de la victoire permet aux R.I. de débaucher quelques «Indépendants Paysans» et de constituer un groupe parlementaire de 35 membres. La constitution de ce groupe est cependant difficile, parce qu'elle rencontre l'hostilité de l'UNR qui s'inquiète de l'existence d'un groupe dont l'ambition est de la concurrencer au sein de la majorité. Le nouveau groupe est encore marqué par ses origines CNIP on y trouve des vieux notables, ralliés par opportunité. Malgré sa relative hétérogénéité, ce groupe permet à Giscard d'amorcer un regroupement des «Indépendants» et d'élargir son influence dans la majorité. Il juge prématuré de constituer dès cette époque un parti, qui risquerait de provoquer les foudres de l'UNR et du CNIP. Mais c'est l'objectif fixé et c'est dans cette perspective qu'est créé le Comité d'Etudes et de Liaison des Républicains Indépendants, qui se dote d'un Bulletin d'Information qui complète le journal «France Rurale», cédé par le Parti Paysan aux R.I. c'est également dans ce sens que sont organisées plusieurs «Journées d'Etudes», notamment à Enghien où Mondon déclare : «Nous voulons rester des partenaires loyaux mais non pas serviles de l'UNR». Si les déclarations des R.I. pendant cette période restent très prudentes par rapport à la majorité, c'est dû à la faiblesse de leur appareil, ils renforcent cependant leur implantation aux élections municipales et cantonales.

66-69 oui, mais !

LA CREATION DE LA F.N.R.I. En janvier 66 Giscard dont le poids au ministère-clé des Finances est devenu insupportable pour l'UNR, est renvoyé, de Gaulle lui fait habilement supporter le poids des conséquences du plan de stabilisation, véritable plan de blocage des salaires. Il refuse le ministère des Transports pour se consacrer entièrement à l'organisation d'un véritable mouvement politique. Aussitôt congédié, il multiplie les déclarations à la presse : interview au Figaro et face à face télévisé, et meetings en province. Son but : faire apparaître les Républicains Indépendants comme une alternative «centriste» au sein de la majorité, en reprenant les principales options défendues par les «Indépendants» traditionnels. En mai 66, le premier club «Perspectives et Réalités» se crée à Paris, d'autres suivront en province. Ils sont destinés à attirer les cadres et les jeunes patrons dans l'orbite des R.I. et à recruter les futurs animateurs R.I. Le 1er juin 66 les statuts de la F.N.R.I. (Fédération Nationale des Républicains Indépendants) sont déposés, au bureau siègent des membres du groupe parlementaire. Dans ses déclarations Giscard entame l'escalade des critiques contre le gouvernement tout en affirmant les principales options politiques des R.I.

LA LIGNE POLITIQUE DE LA F.N.R.I.

Les orientations des R.I. reprennent en fait celles des «Indépendants» du CNIP ce sont : l'atlantisme, la construction de l'Europe, «l'amitié avec Israël» et le libéralisme politique. Ce dernier point est à usage électoral, quant aux autres ils constituent la divergence principale avec l'UNR et l'essentiel de la doctrine politique des R.I. A propos de

l'Europe Giscard déclare le 6 juin 66 à Metz : «Il faut construire une Europe organique qui soit l'Europe des communautés» et il se dit partisan d'une Europe fiscale, d'une monnaie européenne avec une banque européenne et d'un Sénat européen élu au suffrage universel. Les R.I. reprennent aussi l'idée d'une défense européenne.

Ce qui différencie les R.I. du CNIP c'est le choix de collaborer avec le gaullisme tout en gardant, plus pour l'avenir que pour l'immédiat, certains choix politiques ; c'est aussi le choix d'apparaître dans la majorité comme une tendance afin de recueillir les suffrages qui se portent sur de Gaulle, sans être inconditionnels. «Je souhaite qu'en particulier certaines tendances, la tendance disons européenne, qui s'est exprimée au premier tour du scrutin présidentiel, la tendance libérale... se retrouvent dans la majorité par voie de recherche des candidats qui les expriment». (déclaration de Giscard à la télévision le 15/2/66). C'est déjà un appel à Lecanuet candidat malheureux à l'élection présidentielle de 65. Apparaître comme la future alternative au gaullisme pour la bourgeoisie quand il sera périmé, tel est le projet politique des R.I.

Pour mener à bien ce projet il est nécessaire que la F.N.R.I. devienne un véritable parti et non une amicale de notables provinciaux, comme c'est le cas à sa création. En avril 67 la F.N.R.I. est donc réorganisée, des hommes jeunes entrent au bureau, des «Giscardiens» tel Poniatowski tandis que les fossiles du CNIP sont écartés des responsabilités. Parallèlement se créent le J.R.I. (Jeunes Républicains Indépendants) dont le 1er bureau comprend sur 6 membres 2 ex UJP, et 3 ex-militants Algérie Française, les adhérents viennent en majorité de la FNEF (Fédération Nationale des Etudiants de France) syndicat étudiant d'extrême droite.

«OUI MAIS»

Forts de leur nouveau parti, de l'image de marque de leur président, de leurs périodiques : «France Moderne», «L'Economie», les R.I. se lancent à la conquête de nouveaux sièges de députés et tentent d'imposer à l'UDR le système des primaires : 2 candidats de la majorité au 1er tour s'affrontent, avec désistement en faveur du mieux placé au second tour. L'UNR refuse ce système aux élections de 67 mais les R.I. réussissent à renforcer leurs poids au sein de la majorité, l'UDR ne détenait plus la majorité à elle seule. Cette progression des R.I. au sein de la majorité permet à Giscard et à ses hommes, en particulier Poniatowski, d'être plus critiques vis-à-vis de de Gaulle et de Pompidou. C'est l'époque du OUI MAIS à la politique gaulliste, des critiques contre «l'exercice solitaire du pouvoir». En mai 68 les R.I. ne se privent pas de critiquer «l'inaction» de Pompidou et Giscard condamne «la brutale répression policière» ; et les R.I. se mettent en avant comme possible solution de rechange : «Nous resterons prêts à proposer cette politique neuve, qui répondra enfin à la poussée profonde de notre temps» (Giscard le 22/5/68 à l'Assemblée Nationale), et ils réclament la démission de Pompidou et de nouvelles élections !!

Aux élections de 68, ils obtiennent 61 élus mais l'UDR est majoritaire à elle seule, et peut adopter une attitude plus intransigente. De leur côté les R.I. intensifient leurs critiques à la politique étrangère de de Gaulle, bien qu'ils aient 4 ministres au gouvernement. Poniatowski critique «la rapprochement excessif avec l'URSS» et «les conditions dans lesquelles a été prise la décision solitaire de l'embarco (sur les armes à destination d'Israël)».

Enfin, c'est la prise de position de Giscard contre le référendum de mars 69 sur la régionalisation. «Je laisse

aux électeurs le choix de s'abstenir ou de voter non». Le groupe parlementaire R.I. dans son ensemble se prononce pour le «oui» alors que la grande majorité de la F.N.R.I. adopte les positions de Giscard.

69-74 le laminage de l'U.D.R.

Après le départ de de Gaulle auquel ils ont contribué, la F.N.R.I. et Giscard négocient leur soutien à Pompidou. Moyennant des assurances sur la politique qui sera menée et quelques portefeuilles ministériels, ils le soutiennent dès le premier tour, après quelques hésitations, tout en ménageant Poher. «Je préfère la réconciliation à la rancune» déclare Giscard à Chamallières à l'adresse de Pompidou.

Ce ralliement à Pompidou qu'ils n'avaient pourtant pas cessé de critiquer de 66 à 69, s'explique d'abord parce que Giscard pense que ni lui ni Poher n'ont de chance d'être élus, ensuite parce que Pompidou s'est engagé à modifier la politique gaulliste sur un certain nombre de points :

- En politique extérieure, une attitude plus conciliante envers l'impérialisme U.S. : rencontre Pompidou-Nixon aux Açores. Et l'élargissement de la Communauté Européenne auquel de Gaulle était hostile.

- L'appel aux «centristes» : le CDP rejoint la majorité ce qui en modifie l'équilibre, atténuant le poids relatif de l'UDR.

De plus, Giscard retrouve le ministère des Finances dont il se sert comme tribune électorale pour apparaître comme un «homme d'Etat capable» et un partisan de la justice fiscale.

L'attitude des R.I. dans la majorité présidentielle visera à inverser le rapport de forces qui en 68 était favorable aux «gaullistes orthodoxes» (Debré, Couve de Murville). A cet effet leur tactique est double. Premièrement déconsidérer une partie de l'UDR par la révélation d'un certain nombre de scandales mettant en cause des personnalités UDR (Chaban Delmas qui devra démissionner du gouvernement, Rives-Henry, Charret, Labbé...) ; Debré est écarté du gouvernement. Deuxièmement, appuyer la tendance «Pompidolienne» de l'UDR, c'est-à-dire celle qui soutient le changement de politique extérieure : Chirac, Stim... qu'on retrouvera plus tard dans le groupe des 43, et dont le rôle sera déterminant dans le sabotage de la candidature Chaban.

A l'extérieur de la majorité, les R.I. font des propositions aux réformateurs qu'ils appellent à rejoindre la majorité, objectif qui sera atteint aux élections présidentielles.

Tout en participant activement au gouvernement les R.I. ne cessent d'affirmer leur spécificité par rapport à l'UDR et de formuler des critiques sur certains aspects de la politique suivie. Poniatowski qui ne rentrera au gouvernement qu'en avril 73, dit tout haut ce que Giscard pense tout bas et ne recule pas devant les coups bas : il conseille à Debré de prendre du repos. Régulièrement les R.I. affirment leur orientation «européenne et atlantiste» «Il faut que nous défendions nos intérêts bien sûr, mais il faut que nous ayons de bonnes relations avec les U.S.A.» (D'Ornano, à propos de la conférence de Washington sur les matières premières).

C'est sur une orientation plus atlantiste de la construction de l'Europe que les R.I. ont réussi à rassembler l'ensemble des partis et des forces du «centre» et de la «droite», objectif que n'avait jamais pu réaliser le CNIP.

éditorial

A BAS LE NOUVEAU GOUVERNEMENT BOURGEOIS ENGAGEONS LA LUTTE

Quels sont les différents aspects de la situation politique nouvelle ouverte par la courte victoire électorale de Giscard d'Estaing, quelles sont les perspectives que les Communistes Révolutionnaires peuvent offrir aux travailleurs de notre pays, après le nouvel échec de «l'Union de la Gauche» ?

La forte participation électorale, participation record, si elle témoigne du maintien des illusions électoralistes dans les masses, n'est nullement l'aspect déterminant qu'il faut retenir pour l'après 19 Mai. Les graves difficultés qui attendent le nouveau chef de file de l'impérialisme français et son gouvernement, l'impasse dans laquelle se trouvent aujourd'hui enfermés les faux-communistes du P.C.F. et tous les réformistes, révèlent au contraire le terrain favorable qui existe en ce lendemain de cirque électoral pour entamer fortement les illusions électoralistes, pour répondre aux interrogations qui se multiplient chez les travailleurs, chez tous ceux qui doutent aujourd'hui fortement de l'issue politique proposée par la «gauche».

DE GRAVES DIFFICULTÉS POUR L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Les difficultés internes d'abord. Les contradictions qui existaient au sein de la bourgeoisie sur la voie à suivre dans la construction européenne et les relations avec l'impérialisme US, ne sont pas tranchées par la seule victoire de Giscard d'Estaing. Certes la défaite de Chaban-Delmas, et à travers elle, celle des tenants d'une certaine politique de fermeté à l'égard de l'impérialisme US, indique bien la tendance qui domine, et annonce le rôle prépondérant que vont désormais jouer, dans la vie politique, au détriment de l'UDR, les «Républicains Indépendants», et les «Centristes» de Duhamel ou de Lecanuet. Mais cette évolution commencée déjà avec l'élection présidentielle de Pompidou en 69, si elle vient de franchir un pas décisif va être freinée, retardée, par la nature même de la majorité parlementaire sur laquelle Giscard d'Estaing peut s'appuyer : l'addition des «Républicains Indépendants», et des «Centristes», 120 députés, ne suffit pas et de loin à faire une majorité à l'assemblée nationale ; l'apport des 2/3 des 180 députés UDR est nécessaire pour atteindre la majorité de 245. Cela veut dire que quelles que soient les contradictions et les fractions

qui se développent aujourd'hui à l'UDR, ce parti conserve encore pour l'instant la possibilité de marchander son soutien au gouvernement désigné par Giscard au cas où la politique de ce dernier comporterait trop de concessions à l'impérialisme US. C'est le signe de l'instabilité politique de la période qui s'ouvre : même si Giscard d'Estaing compte, en nommant un individu comme Chirac premier ministre, accélérer les contradictions et les clivages au sein de l'UDR, même si à terme, il compte sur de nouvelles élections législatives pour rééquilibrer sa majorité et laminer une nouvelle fois la représentation UDR, tout cela n'empêche pas qu'à l'opposé de ses deux prédécesseurs, de Gaulle et Pompidou, il ne peut s'appuyer sur un parti majoritaire pour gouverner.

A cette source d'instabilité politique s'en ajoute une autre : le développement de la crise économique qui secoue l'impérialisme français. La hausse des prix, le développement du chômage, la dépréciation du franc par rapport au dollar et au mark, le déficit de la balance commerciale, la détérioration des réserves de devises, tous ces aspects multiples et significatifs de la crise, ne vont pas disparaître avec l'élection de Giscard.

Les prévisions sur ce point sont significatives :

- pour le chômage : 600.000 jeunes vont arriver d'ici septembre sur le marché de l'emploi, et les experts de Giscard d'Estaing, MM Montjoie et de la Genière (cf. RF 116) sont d'accord pour annoncer un million deux cent mille chômeurs.

- pour le commerce extérieur : le déficit va en s'accroissant. Initialement prévu par Giscard d'Estaing aux environs de 18 Milliards pour l'année 1974, les nouveaux chiffres annoncés après l'élection présidentielle atteignent presque 34 Milliards. Le 13ème mois réclamé par Giscard pour combler ce déficit ne suffirait plus, il en faudrait un 14ème !

La dévaluation du franc qui devait, d'après Giscard, permettre d'augmenter les exportations et d'enrayer le déficit est un échec. La part du déficit qui provient de l'augmentation justifiée du prix des matières premières par les pays producteurs, n'est pas, loin s'en faut, la part unique de ce déficit : les échanges avec l'Allemagne par exemple, premier fournisseur et premier client de la France ne cessent d'évoluer en faveur de l'Allemagne puisque le déficit du

commerce franco-allemand a quadruplé en un an. A côté de cela, les pays avec qui la balance commerciale est positive sont des pays comme l'Italie qui vient juste de prendre des mesures de restrictions douanières.

- pour la hausse des prix : le résultat de la dévaluation de janvier a surtout été d'encourager la hausse des prix dans notre pays (4,3% de hausse les 3 derniers mois), avec ses graves conséquences sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Ce sont entre autres la masse des produits allemands, qui sont toujours importés en France qui contribuent à la hausse des prix, puisque le franc a été dévalué depuis janvier, de 11% par rapport au mark, ce qui renchérit d'autant la hausse de ces produits allemands en France.

Les promesses électorales de Giscard ne peuvent cacher ce constat de crise. Les experts bourgeois, même favorables à Giscard, disent ouvertement, une fois leur candidat élu, que dans la situation actuelle, la bourgeoisie n'a pas les moyens de financer les promesses électorales, sans aggraver encore la crise. Wormser le directeur de la banque de France l'a dit, tout comme Raymond Barré est allé l'expliquer devant les cadres «Républicains Indépendants» : le coût des promesses électorales a-t-il dit en substance, cela correspond justement à la production que l'on doit exporter pour combler le déficit de la balance commerciale, il faut choisir. Ainsi, une nouvelle difficulté s'annonce pour le futur gouvernement Giscard : comment payer des promesses qui visaient à désamorcer la lutte des travailleurs, à les dissuader d'engager d'importants mouvements.

LA «GAUCHE» ENFERMÉE DANS UNE IMPASSE

La situation pour les partis «de gauche» apparaît, pour d'autres raisons, guère plus favorable que pour les partis de la majorité présidentielle. Certes ils n'ont pas à gérer la crise de l'impérialisme français, mais aujourd'hui ils doivent rendre des comptes aux masses, aux nombreux travailleurs qui leur avaient fait confiance pour le 19 mai. Les explications des dirigeants du PS et du P.C.F. qui cherchent à faire passer le score de Mitterrand pour une victoire, qui affirment que la prochaine fois sera la bonne, qu'il ne reste plus qu'à gagner 0,8%, toutes ces explications ont peu de prise sur les travailleurs. Comment ces

derniers pourraient-ils comme le demandent le PS et le P.C.F., reporter tous leurs espoirs de changement, d'amélioration de leur sort, à la prochaine échéance électorale dans 4 ans, dans 7 ans, ou quand Giscard le décidera ! Parce qu'ils ne peuvent offrir aux travailleurs d'autres perspectives qu'une victoire électorale, P.C.F. et PS se trouvent aujourd'hui dans une sérieuse impasse. Déçus, mais aussi éclairés par la défaite de la «gauche», nombreux sont aujourd'hui les travailleurs qui s'interrogent sur la nature de «l'union de la gauche» et de ses perspectives. Le PS et le P.C.F. dans la campagne Mitterrand ont donné le maximum de garanties aux capitalistes, au point que, aux nationalisations près, les promesses de Giscard et celles de Mitterrand se valaient bien : cela les travailleurs aujourd'hui s'en souviennent. Comme ils se souviennent des appels et des flatteries aux gaullistes lancés par Marchais et le PS pour qu'ils se rallient à Mitterrand..., comme ils se souviennent du soutien à Mitterrand des capitalistes notoires Trigano, Schlumberger... comme ils se souviennent de la trêve électorale imposée pour que les élections se déroulent dans le calme. Le P.C.F. présentait toutes ces compromissions répétées comme des compromis nécessaires pour arriver à la victoire avant le scrutin, il pouvait être cru par ceux qu'il influence.

Mais aujourd'hui la défaite de la «gauche» rend plus clair aux yeux des travailleurs, la véritable nature de ces «compromis». Cela d'autant plus que l'ambition de la «gauche» pour gagner les 0,8% manquants, c'est d'arracher des suffrages des cadres ou des patrons qui se sont portés majoritairement sur Giscard malgré les efforts de Marchais et de Mitterrand. Voilà qui annonce de nouvelles compromissions, de nouvelles tentatives de léser les travailleurs en les faisant lutter pour défendre des intérêts dont un bon nombre sont contradictoires avec les intérêts la classe ouvrière. A l'intérieur même du P.C.F., des militants de base commencent à s'interroger autour de cette élection sur la politique de leur parti, sur son rôle exact, certains cherchent à connaître le point de vue des communistes révolutionnaires.

Ces signes sont une nouvelle preuve des difficultés qui attendent les partis de «gauche».

TRAVAILLEURS, REJOINS TON PARTI

Les graves difficultés de

l'impérialisme français, l'impasse dans laquelle sont enfermés les partis de «gauche», annoncent de grands mouvements dans la classe ouvrière et dans les couches populaires. Déjà il y a un peu plus d'un an l'échec de la «gauche» aux législatives avait débouché sur le développement d'importantes luttes revendicatives dans la classe ouvrière, luttes dans lesquelles non seulement les travailleurs prennent en main leur lutte et défendent leur véritables revendications, mais aussi pendant lesquelles les travailleurs ont manifesté plusieurs fois leurs aspirations à la révolution, le refus des propositions réformistes et révisionnistes. La longue grève de Lip en est la lutte la plus exemplaire.

Aujourd'hui la situation est encore plus favorable : le mûrissement de la crise, l'expérience électorale que les travailleurs viennent de faire deux fois à un an d'intervalle, rend encore plus prévisible le développement des idées révolutionnaires chez les travailleurs, le développement de mouvements de grande ampleur des masses, échappant à la tutelle des réformistes et des révisionnistes, rejetant leurs perspectives politiques. Aujourd'hui existe l'organisation capable de matérialiser les aspirations révolutionnaires, capable de les transformer en force contre la bourgeoisie, le Parti Communiste Révolutionnaire (Marxiste-Léniniste).

Plus que jamais, les communistes révolutionnaires vont mobiliser et préparer les masses dans cette perspective. Aujourd'hui multiplions les réunions plus ou moins larges pour tirer avec les masses le bilan de la campagne électorale passée, dénonçons largement l'impasse que constitue la voie réformiste, au moment où elle vient de subir un échec important, demandons avec les travailleurs des comptes aux confédérations syndicales qui se sont engagées dans cette impasse, aidons et organisons les travailleurs pour l'action revendicative qui ne va pas manquer de se développer, traçons la perspective du renversement de la dictature bourgeoise par la révolution, de l'instauration dans notre pays du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Travailleur, toi qui refuses de suivre la voie tracée par le P.C.F. et le PS, viens avec nous gagner les larges masses à la perspective de la révolution prolétarienne.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02

DECLARATION DU COMITE D'INITIATIVE DE L'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE APRES LES ELECTIONS

Par les élections, la bourgeoisie vient de désigner le candidat correspondant à la politique qu'elle entend mener face aux capitalistes-étrangers.

Les Syndicalistes Révolutionnaires ont refusé d'entrer dans ce marché de dupes des élections, parce que l'avenir pour les luttes de la classe ouvrière est l'abolition du salariat et du patronat qui passe par des changements révolutionnaires et non par les urnes.

Aujourd'hui, ils sont aux côtés des travailleurs pour faire payer la crise à la bourgeoisie.

1) Malgré les promesses démagogiques de Giscard sur les 1.200 F pour 43 H avant la fin de l'année, dans l'espoir de désamorcer les luttes sur les salaires... la réalité c'est l'inflation galopante et la baisse du niveau de vie des ouvriers... La réalité, ce sont les mesures de Ceyrac et du plan Montjoie, avec Giscard la lutte contre l'inflation, c'est le blocage des salaires ouvert ou déguisé, les hausses de prix et des tarifs publics, la restriction des crédits, l'augmentation du nombre d'ouvriers à payer l'impôt sur le revenu.

2) Malgré les promesses sur l'expansion et la croissance dont les fruits seraient partagés avec les travailleurs... la réalité c'est la

course à la productivité, dans les usines, c'est à dire l'accélération des cadences, les redéfinitions de poste, l'introduction de feuilles de rendement là où elles n'existaient pas, la restructuration d'ateliers entiers, comme à Brandt, à Cincinnati Machines-Outils, Celmans... Chausson... Citroën, etc... la réalité, c'est le 13ème mois pour l'exportation, faite en 12 mois la production de 13.

3) Malgré le slogan, «la croissance, c'est la lutte contre le chômage», la réalité, c'est le contraire : réductions d'horaires là où il y a surproduction comme dans l'automobile ou ses sous-traitants... Fermetures d'usines et compressions de personnel là où on restructure, la réalité, c'est la vague de licenciements dans l'automobile, le vidage des intérimaires, l'embauche avec contrats de 3 mois comme à Bourgogne électronique, le temps de faire des stocks, la politique de départs volontaires à coup de brimades comme à Poissy.

Enfin, le développement des contrats de travail, leur extension aux jeunes et aux femmes et leur non-renouvellement...

Face à la crise, les Syndicalistes Révolutionnaires refuseront de limiter leurs luttes au nom de considérations électorales visant à ne pas

effrayer les voix gagnées à droite. Les Syndicalistes Révolutionnaires refusent la politique attentiste des confédérations, ils refusent de borner les revendications à l'application du programme Giscard ou du programme Mitterrand, programmes qui ne correspondent pas aux aspirations des ouvriers.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'heure est à l'initiative et aux luttes sur notre plateforme revendicative de l'OSR, déjà prise en compte et déposée à la direction par les travailleurs de Saviem-Blainville.

A leur exemple, engageons la lutte pour :

- 1.650 F pour 40 H et 200 F uniformes pour tous.
- non à l'intensification du travail : suppression du salaire au rendement, limitation des cadences, embauche de polyvalents.

- non aux restructurations et aux licenciements déguisés.
- Embauche immédiate des travailleurs sous contrat ; suppression des contrats.

- Embauche assurée au retour des congés pour les immigrés.
- Non aux réductions d'horaires, paiement intégral des jours chômés.

Les Syndicalistes Révolutionnaires appellent les comités d'initiative locaux à la

vigilance par rapport aux menaces de licenciements, en particulier à la lutte immédiate contre les contrats de travail. Les Syndicalistes Révolutionnaires n'attendent ni l'automne, ni l'hiver pour engager la lutte. Au contraire, à l'exemple des travailleurs de SAVIEM qui exigent au 1er juin les 1.650 F pour 40 H, 200 F pour tous et la suppression du salaire au rendement, le Comité d'Initiative National appelle les Syndicalistes Révolutionnaires :

- à prendre résolument l'initiative dans leurs syndicats pour consulter les masses, tirer avec elles les leçons des élections, déterminer, en liaison avec la plate-forme nationale les revendications et les formes de lutte et engager l'action.
- à tirer les leçons des élections dans les syndicats et à demander des comptes aux confédérations.

- à prendre toute initiative locale pour soutenir tout mouvement de lutte en cours, pour contacter largement tout ouvrier ou syndicaliste décidé à la lutte afin de mener les mouvements les plus larges possibles.

Développer les luttes d'aujourd'hui jusqu'au bout pour les grands affrontements de demain, tel est le mot d'ordre de l'OSR.

Conséquence de la crise du capitalisme, le développement du chômage prévu par la bourgeoisie française pour les mois à venir (jusqu'à 1,2 million de chômeurs selon les services de Giscard d'Estaing), fait peser une grave menace sur la situation des travailleurs immigrés en France.



La police agresse les 60 immigrés qui occupent un immeuble et réclament la carte de travail.

BLINDEX: POUR SUITE DE LA LUTTE CONTRE LES CONTRATS DE TRAVAIL

A Blindex, depuis la reprise du travail le 14 mai, les travailleurs doivent faire face à une répression systématique de la direction qui veut empêcher toute nouvelle lutte dans les entreprises.

Après plus d'un mois de grève, les travailleurs de l'entreprise obtenaient notamment :

- 1) une augmentation de 50 centimes par heure pour tous ;
- 2) une prime d'insalubrité fixée à 10% du salaire OP2, des élections de délégués du personnel et d'un comité d'entreprise ;
- 3) un quart d'heure de douche compris dans le temps de travail ;
- 4) une demi-heure d'arrêt (repas) pour les équipes de quart ;
- 5) l'affichage de l'organigramme du personnel d'encadrement (auparavant, les ouvriers ne savaient pas précisément qui était leur chef, et le patron en profitait pour demander à certains ouvriers de jouer le rôle de garde-chiourme, moyennant gratification pour la circonstance).

Quant à la promesse de Giscard d'Estaing de relever à 20 F par jour le minimum vieillesse, les dirigeants révisionnistes et réformistes l'accueillent en faisant la fine bouche, alors qu'ils soutiennent le projet de Mitterrand d'une augmentation qui aboutirait à ... 21 F par jour.

Les travailleurs qui, au cours des luttes des derniers mois, ont vu à quel point les revendications des confédérations syndicales étaient loin de leurs intérêts, ne seront pas dupes des «sévères critiques» adressées par Ségué et Maire aux «promesses» de Giscard d'Estaing.

LA LUTTE CONTRE LES CONTRATS DE TRAVAIL: UNE LUTTE CONTRE UNE FORME D'ORGANISATION DU CHOMAGE

Depuis le début de l'année, particulièrement chez les constructeurs automobiles et leurs sous-traitants, des milliers de travailleurs immigrés.

Les licenciements, l'organisation du chômage, par le biais du renouvellement des contrats, s'ils frappent sévèrement les immigrés, frappent aussi les

travailleurs français : de plus en plus nombreux sont ceux, notamment des femmes, des jeunes qui se voient embauchés avec des contrats d'une durée de 3 mois, 6 mois, un an et qui, comme leurs frères de classe immigrés, se heurtent au non-renouvellement par le patron, à l'expiration du délai.

A l'heure actuelle, dans un certain nombre d'entreprise, comme à Chausson-Gennevilliers ou Blindex à Marseille, le patronat menace de ne pas renouveler au moment des congés ou à la rentrée, les contrats de nombreux travailleurs immigrés.

La bourgeoisie risque de mettre à profit cette période des congés pour réduire au chômage des milliers de travailleurs aussi bien français qu'immigrés d'autant que la rentrée de septembre-octobre verra l'arrivée sur le marché de l'emploi de centaines de milliers de jeunes supplémentaires. Pour les travailleurs immigrés tandis que le contrat et la carte de travail de certains ne seront pas renouvelés, d'autres peuvent se voir carrément refouler à l'entrée en France, au retour des vacances passées dans leur pays.

Dès aujourd'hui, la bourgeoisie prépare des mesures plus strictes contre les travailleurs immigrés. - la promesse de Giscard d'Estaing de créer un ministère de l'immigration ne signifie rien

d'autre qu'un contrôle plus étroit de l'immigration, une application stricte de la circulaire scélérate Fontanet.

- la répression contre les travailleurs pakistanais, mauriciens, arabes, à Paris : agression par la police contre Hacène NAJAR maintenu en prison, matraquage et sévices au commissariat de l'Opéra contre 50 travailleurs qui avaient occupé un immeuble en construction, prépare une répression plus dure. La tranquillité assurée aux agresseurs de travailleurs étrangers comme à Roubaix, rappelle que la bourgeoisie peut recourir, dans les mois à venir, à une nouvelle flambée d'agressions racistes, pour pousser les travailleurs à quitter la France, sans compter les expulsions.

De telles exactions de la bourgeoisie visent non seulement à faire payer aux travailleurs immigrés la crise du capitalisme mais aussi à décourager le développement de leurs luttes et à tenter de saper l'unité de combat indispensable des travailleurs français et immigrés. Donc, mieux imposer des mesures qui frappent toute la classe ouvrière. En engageant la lutte contre les contrats à durée limitée, pour la garantie de l'emploi, les travailleurs immigrés montrent la voie à tous les travailleurs. Travailleurs français et immigrés doivent s'unir dans la

lutte contre les contrats, contre le chômage.

Le P.C.R. (m-l) appelle les travailleurs français et immigrés :

- à soutenir les luttes en cours pour la carte de travail, contre la circulaire Fontanet, à soutenir à Paris les centaines de Pakistanais menacés d'expulsion à partir du 1er juin : multiplions les collectes, renforçons la popularisation dans les quartiers populaires, les entreprises de Paris et sa banlieue, participons à la manifestation de rue envisagée à Paris pour cette semaine.
- à mener la lutte une fois comme à Brandt-Lyon contre les contrats de travail à durée limitée qui concernent non seulement les immigrés mais aussi de nombreux travailleurs français.

- à développer l'activité dans les syndicats.
- * Pour organiser l'information sur les licenciements, le non-renouvellement des contrats, sur ce que deviennent les travailleurs victimes de ces mesures.

- * Pour impulser la lutte contre la circulaire Fontanet, contre les licenciements et le chômage.
- à rejoindre massivement les CACF qui doivent soutenir les luttes en cours, les aider à converger en un mouvement d'ensemble, préparer une lutte efficace, de masse, contre les mesures de la bourgeoisie au moment des congés et à la rentrée.

LES CONFEDERATIONS AVANCENT DES REVENDICATIONS QU'ELLES IGNORAIENT PENDANT LA CAMPAGNE ELECTORALE: ON EST TOUJOURS LOIN DU COMPTE !

Au lendemain des élections présidentielles, les dirigeants confédéraux de la CGT et de la CFDT qui ont appelé à voter Mitterrand tentent de montrer que les «mesures sociales» promises par Giscard d'Estaing sont fort éloignées de leurs propositions. En réalité cela leur sert surtout à masquer combien ces propositions comme celles de Giscard d'Estaing sont éloignées des revendications des travailleurs, aujourd'hui comme hier.

Ainsi, constatant que Giscard d'Estaing a promis «le SMIC sera porté à 1.200 F par mois dès cette année», Ségué demande ce que signifie «dès cette année ?» Tout de suite ou à la fin ? Il demande aussi avec quelle hausse des prix. Mais Mitterrand ne prometait rien d'autre que le SMIC à 1.200 F dans les «6 premiers mois de la présidence», et il ne s'engageait pas sur un taux limite de hausse de prix, mis à part la promesse de «blocage temporaire des prix» et la baisse de TVA sur «certains» produits.

Mais Ségué ajoute que, de toutes façons, la simple augmentation du SMIC ne résoudrait pas pour autant «la juste question des bas salaires». «C'est ce que nous avons voulu faire comprendre» dit-il, «en affirmant qu'il ne devrait pas y avoir présentement de ressources salariales mensuelles inférieures à 1.500 F». Voilà une affirmation qu'on n'avait pas entendue pendant toute la campagne électorale, c'est sans doute pour ne pas gêner Mitterrand. Ségué voudrait-il faire oublier qu'à la revendication de 1.500 F mensuels minimum pour 40 H, puis 1.650 F, défendue par les travailleurs en lutte, les confédérations CGT et CFDT n'ont cessé d'opposer 1.100 F puis 1.200 F. Et ce n'est pas en attirant l'attention sur le fait que Giscard promet 1.200 F pour 43 H au lieu de 40 H par semaine comme les syndicats, que les dirigeants syndicaux comblent l'écart entre ce qu'ils proposent et les justes exigences des travailleurs.

Pour l'emploi, Ségué et Maire notent

que les promesses de Giscard sous-entendent la persistance du chômage. Son engagement, disent-ils, s'est borné à prévoir la mise en place de «mécanismes nouveaux en cas de licenciements collectifs : mécanismes qui visent, d'une part à assurer la prévention de ces licenciements et, d'autre part, à adopter des mesures de garanties de ressources...»

«Il est plus sage d'agir sans attendre, à la fois contre les licenciements et pour un véritable «plein emploi», commente l'Humanité.

Mais, le programme commun de la «gauche», le programme électoral de Mitterrand et les confédérations ont-ils déjà parlé de suppression du chômage ? Ont-ils proposé autre chose que d'améliorer l'indemnisation du chômage comme Mitterrand promettant que le système de couverture du chômage devrait être «renforcé». Les propositions des dirigeants confédéraux sont-elles si éloignées des «promesses» de Giscard qui parlait à Montceau-les-Mines, le 12

mai, de gestion paritaire avec les syndicats d'un fonds de garantie de l'emploi, sont-elles si éloignées lorsque ces dirigeants réclament «le droit pour les syndicats de se prononcer préalablement à tout licenciement collectif», les licenciements de ce type n'étant pas condamnés, alors que les travailleurs luttent contre tout licenciement et contre les démentements.

Quant à la promesse de Giscard d'Estaing de relever à 20 F par jour le minimum vieillesse, les dirigeants révisionnistes et réformistes l'accueillent en faisant la fine bouche, alors qu'ils soutiennent le projet de Mitterrand d'une augmentation qui aboutirait à ... 21 F par jour.

Les travailleurs qui, au cours des luttes des derniers mois, ont vu à quel point les revendications des confédérations syndicales étaient loin de leurs intérêts, ne seront pas dupes des «sévères critiques» adressées par Ségué et Maire aux «promesses» de Giscard d'Estaing.

VOYAGE EN ALBANIE

Dans le cadre du voyage en Albanie socialiste, qu'organise le P.C.R. (m-l), au mois d'août, il nous reste quelques places disponibles. Les sympathisants et amis du Parti, du journal, qui voudraient y participer doivent nous le faire savoir rapidement en écrivant au journal. Nous leur répondrons favorablement suivant les possibilités, leur fournissant toutes les indications nécessaires.

FURAN (St Etienne) : GREVE CONTRE UN LICENCIEMENT ET POUR LES REVENDICATIONS

Les 400 travailleurs des usines de Furan sont en grève depuis jeudi 16, jour où la direction a licencié un travailleur. A Furan, les conditions de travail sont très mauvaises : chaleur, poussière, cadences élevées, brimades incessantes des chefs ; quant aux salaires ils tournent autour de 1.150 F, certains ne touchent que 980 F.

Notons que la majorité des travailleurs sont immigrés et nombre d'entre eux sont sous contrats. Aussi, mercredi 14, les gars de la coulée s'étaient réunis pour demander une augmentation de 1,50 F de l'heure. Deux heures après, un des travailleurs est mis à pied pour «avoir organisé la réunion». Aussitôt les travailleurs protestent. Le lendemain jeudi, n'ayant pas reçu de lettre recommandée, l'ouvrier mis à pied revient dans l'usine ; c'est alors que le patron appelle les flics pour qu'ils viennent le chercher. Immédiatement, une grande partie de

la boîte débrye et, à l'AG, refuse, de fait, le vote que des délégués syndicaux tentent d'imposer pour diviser les travailleurs : la grève démarre.

Les travailleurs français et immigrés luttent pour :

- réintégration du camarade licencié.
- 1.500 F minimum pour 40 H.
- suppression du travail au rendement.
- pas de sanction pour les travailleurs sous contrat.

Ces revendications ont été établies collectivement. Lundi à l'AG, au cours de longues discussions qui montraient la volonté des travailleurs de prendre eux mêmes en main leur lutte, et ont permis de démasquer les chefs syndicaux qui, en accord avec les amicaux, avaient déjà essayé de diviser les Arabes des autres nationalités et qui, à l'AG, quittaient la tribune pendant que les interventions étaient

actuellement de renouveler les contrats des travailleurs tunisiens, déjà, l'un d'entre eux vient d'être mis à la porte. Les autres contrats vont se terminer d'ici octobre ou novembre.

Face à cette grave menace, les travailleurs de BLINDEX ont prévu des délégations à la main d'œuvre pour exiger des cartes de travail. Dans les derniers mois de l'an passé, Marseille et sa région avaient vu se développer une violente campagne raciste pour faire taire les travailleurs immigrés. La lutte de Blindex, en pleine période électorale, montre que les travailleurs immigrés à Marseille sont bien décidés à continuer le combat. Face aux menaces de la direction de Blindex qui ne veut pas renouveler les contrats et qui va profiter des vacances pour tenter de mettre à exécution ses menaces, les travailleurs se préparent à poursuivre la lutte.

Corr. Marseille.

GREVE A L'EGCC

480 travailleurs de l'EGCC (Entreprise Générale de Câbles et de Canalisations) sont en grève depuis le 14 mai, avec leur section CFDT. Ils occupent le siège de leur entreprise, avenue de Clichy, et exigent le paiement de leurs salaires que le patron refuse de leur verser depuis un mois et demie. Samedi, ils ont touché en tout et pour tout un acompte de 26 F.

En grande majorité immigrés (Tunisiens, Marocains, Portugais...), ce sont les mêmes travailleurs de l'EGCC qui, début 1972, avaient mené la lutte à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne) et obtenu 70 cartes de travail, des contrats de travail pour tous, une augmentation uniforme et des logements dans un foyer. Mais jamais le protocole d'accord n'a été appliqué et les salaires n'ont pas augmenté depuis 1972. Aujourd'hui, ils luttent pour le paiement intégral de leur salaire et 40 F de prime de transport, et pour le remboursement des frais de visite médicale à l'ONI. Sans argent, ils refusent d'être expulsés de leur foyer. Embauchés avec des contrats pour 7 F de l'heure, payés en réalité de 5,62 à 6,12 F, travaillant sur certains

chantiers jusqu'à 240 H par mois dans des conditions de travail déplorables, les ouvriers refusent de faire les frais de prétendues difficultés financières de l'entreprise.

Les travailleurs de l'EGCC surmontent les obstacles à la lutte, créés par la dispersion géographique des chantiers. A l'Assemblée Générale, samedi, ils sont venus des différents chantiers (Corbeil, Evry, Vigneux, Versailles, Amiens, Rouen, etc...) afin de s'unir sur la plate-forme revendicative et d'élire un comité de grève où français et immigrés sont représentés pour lutter contre toute tentative de division de la direction. De nombreux travailleurs ont pris la parole à cette assemblée manifestant leur volonté de poursuivre la lutte. Deux chefs venus parader au siège ont été vidés proprement.

Le P.C.R. (m-l) popularise largement la lutte ; déjà des collectes ont été portées aux travailleurs. Soutenons la lutte des travailleurs de l'EGCC !

Travailleurs français, travailleurs immigrés, même combat !

Corr. Clichy.

ROUBAIX : la justice bourgeoise face aux agresseurs de travailleurs immigrés

Le 28 décembre dernier, Mohammed BEHAUDIA, manœuvre algérien, en France depuis 1955, travaillant depuis 5 ans à la CIMA, entreprise de machines agricoles, à Roubaix, était sauvagement agressé par un groupe de Français qui saccagèrent ensuite le café arabe où il s'était réfugié. L'agression contre Behaudia venait après toute une série d'agressions à Roubaix, c'était le résultat de toute une campagne raciste à travers la France depuis septembre, une campagne utilisée par la bourgeoisie pour diviser Français et immigrés, pour s'opposer à la volonté de lutte des travailleurs immigrés contre leur exploitation.

Aujourd'hui, Mohammed Behaudia, qui avait dû être hospitalisé durant un mois souffre toujours de violents maux de tête. Il doit revoir le médecin tous les quinze jours. N'étant pas remboursé intégralement par la Sécurité Sociale, il a dépensé plus de 2000 francs en frais médicaux. En arrêt maladie depuis plus de 4 mois, il ne touche que les demi-journées plus un peu de la mutuelle de son usine. C'est donc la victime qui paie.

Alors que beaucoup de travailleurs sont sous contrat et donc risquent de ne pas être repris dans la boîte, l'attitude de délégués syndicaux (qui travaillent dans les bureaux ou à des postes peinauds) qui suivent les directives de leur confédération, apparaît de plus en plus aux travailleurs comme un véritable sabotage. Loin d'émousser leur combativité, elle la renforce ! Soutenons la lutte des acières de Furan !

Correspondant.

correspondant Lille.

LES OUVRIERS PAIENT DE LEUR VIE ET DE LEUR SANTE LES PROFITS DU CAPITAL!

Le dernier rapport statistique annuel de la Caisse Nationale d'Assurance maladie des travailleurs salariés révèle qu'en 1972, il y a eu 117.926 accidents graves du travail, contre 113.914 en 1971 et 109.080 en 1970, dont 4.228 accidents mortels contre 4.049 en 1971 et 3.926 en 1970.

le nombre d'accidents graves augmente

Le nombre total d'accidents (graves ou moins graves) comptabilisés progresse moins vite. Il est vrai que la caisse n'enregistre que les accidents déclarés par l'employeur et qu'elle ne prend pas en compte certains secteurs qui disposent d'un régime spécial de sécurité sociale, comme les Charbonnages, l'EGF, la SNCF, l'Agriculture, etc... secteurs où les accidents sont aussi très nombreux. Même si l'on s'en tient à ces chiffres, bien inférieurs à la réalité, cela représente un accident du travail toutes les 7 secondes, un mort tous les 3/4 d'heure, soit 11 morts par jour.

Plus encore que pour les accidents du travail, la bourgeoisie organise un silence total sur la question des maladies professionnelles : très peu sont reconnues comme telles : ainsi les ulcères à l'estomac et autres maladies de l'appareil digestif, étroitement liées au travail en équipe, ainsi les maladies nerveuses (crises de nerf, troubles du sommeil) dues à l'accélération des cadences. Ce sont généralement les luttes de la classe ouvrière qui mettent en lumière l'ampleur et la gravité des maladies professionnelles, comme récemment la grève de Blindex, à Marseille, l'a fait à propos du saturnisme, maladie du plomb, et des maladies de la peau dues à la manipulation de l'acide.

La caisse d'assurance-maladie dénombre tout de même 4.330 cas en 72, constatant 142 cas de plus qu'en 71 pour les affections dues au ciment, 30 cas de plus pour les affections dues au bruit, 90 cas de plus d'hépatites virales.

Ces statistiques truquées ont au moins le mérite de montrer que l'accident du travail ou la maladie professionnelle ne sont pas des maux hérités d'un autre siècle et destinés à disparaître dans un proche avenir avec la «modernisation» capitaliste des entreprises.

o.s., immigrés, intérimaires les plus touchés

Pour les capitalistes, la vie d'un OS, celle d'un immigré ou d'un intérimaire, cela ne pèse pas lourd.

Ce sont eux qu'on enverra souder dans les vapeurs de peinture à Fos, qu'on fera descendre dans les malaxeurs qui tournent chez Berliet, ce sont eux qu'on fera travailler à proximité de ligne haute-tension. Selon les patrons, pas besoin de leur expliquer les risques, on n'a pas le temps et «peut-être qu'ils refuseraient de faire le travail demandé!».

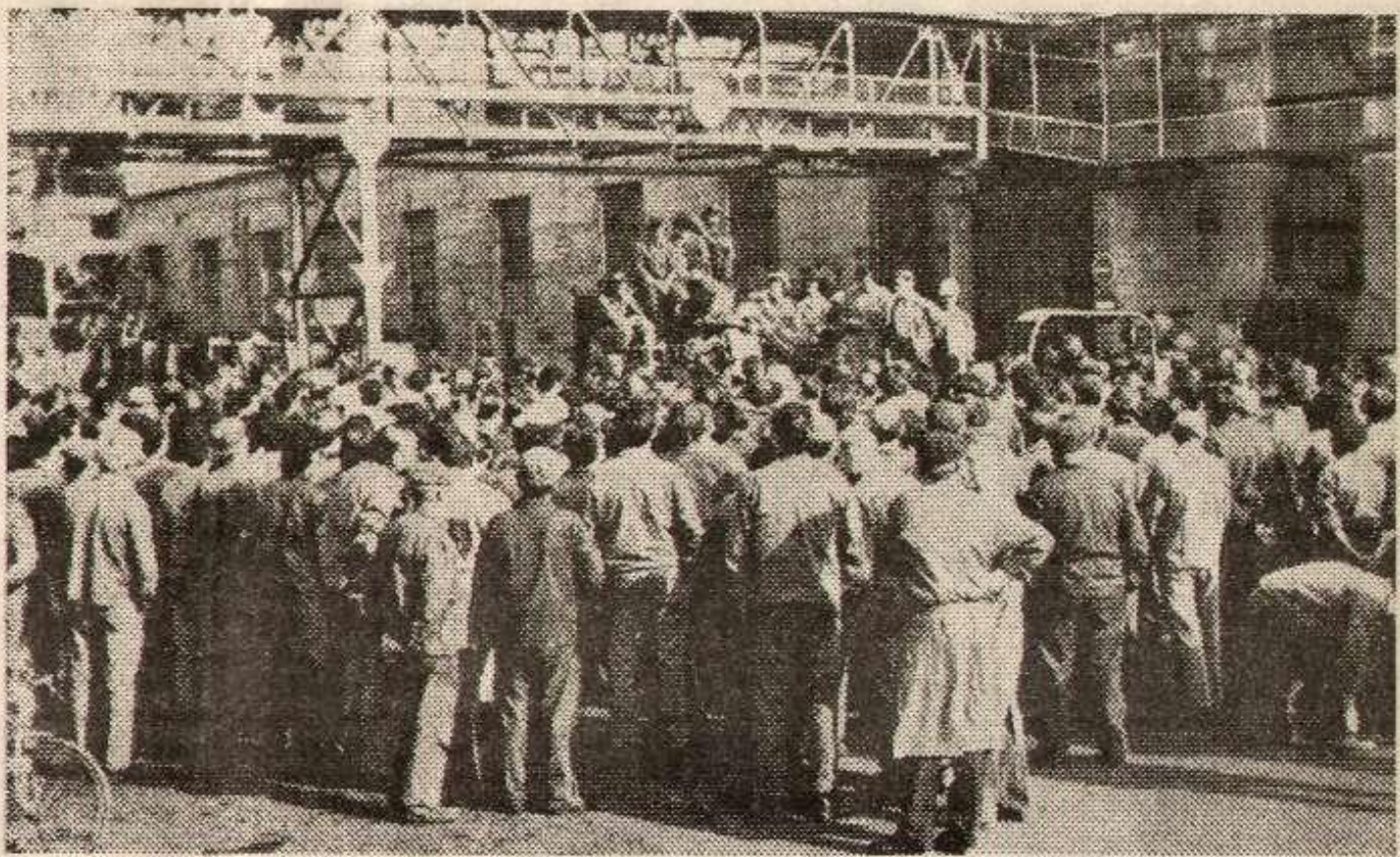
Ainsi, pour les mineurs marocains sous contrat dans le Nord et le Pas-de-Calais, les Houillères n'engagent aucun frais de formation. Recrutés à Agadir, ils sont envoyés directement au fond, sans apprentissage préalable, et n'ont pas non plus de cours de formation professionnelle comme les mineurs français (15 jours tous les trois mois pendant 3 ans), pour apprendre, par exemple, le maniement des étauçons, sans se blesser.

Les statistiques le confirment : plus de la moitié des accidents du travail touchent des OS ou des manœuvres. Dans le bâtiment et les Travaux Publics 34% des décédés sont des travailleurs immigrés, 25% dans les pierres et terres à feu, et respectivement 19, 13 et 10% dans la métallurgie, la chimie et la manutention.

«Un travailleur immigré, un intérimaire, cela se remplace facilement», tel est le raisonnement des patrons.

Pour les maladies professionnelles, c'est encore plus évident. Quelques chiffres suffisent à le montrer : 3.839 cas de silicose dans les mines, sur 4.025, touchent des travailleurs immigrés. Dans le bâtiment, 1.669 cas de dermatose sur 1.797 cas. Dans la métallurgie 97 cas d'intoxication sur 750 au total.

Mais la bourgeoisie ne se contente pas de massacrer des milliers et des milliers d'ouvriers immigrés. Il faut encore qu'elle s'acharne sur ses victimes. Parmi ceux qu'elle rend incapables de travailler, combien touchent les pensions qui leur sont dues, pour lesquelles ils ont cotisé pendant de nombreuses années ? Les statistiques restent muettes et pour cause ! Les mineurs marocains déjà cités peuvent encore témoigner : au mineur marocain silicosé, le médecin des Houillères «conseille» d'aller se reposer au Maroc sans le reconnaître comme silicosé. A la fin de son congé, le mineur marocain s'entend dire par le médecin «coopérant» français qu'il est silicosé, qu'il y a rupture du contrat de travail parce que celui-ci stipule que le mineur embauché doit être en bonne santé, et que la pension saute. Et la bourgeoisie fera encore courir le bruit



Rassemblement des ouvriers à Berliet, où il y a un mois un assassinat du capital s'était déjà produit.

que les immigrés abusent de la sécurité sociale, qu'ils volent les cotisations des français et autres ignominies racistes.

les accidents du travail conséquence inévitable de l'intensification du travail

Si l'on se fiait à la propagande bourgeoise, on pourrait croire que les accidents du travail, les maladies professionnelles sont le fait d'entreprises vétustes, les séquelles du XIXe siècle en somme, et que la modernisation élimine petit à petit ces problèmes «anachroniques».

Cette idée, on s'en souvient, avait été développée en long et en large début 72, à propos de la grève de Penarroya, usine effectivement vétuste, à Lyon. Cette justification tombe à plat devant les statistiques elles-mêmes et devant les luttes des ouvriers d'entreprises très modernes pour de meilleures conditions de travail. La vérité toujours vérifiée, c'est que le Capital s'engraisse de la souffrance des travailleurs, si ce n'est de leur vie. Pour le capitaliste, «moderniser» son entreprise, ce n'est, en effet, rien d'autre qu'exploiter plus les

travailleurs, en retirer plus de profits, en utilisant des machines qui tournent plus vite, en éliminant ce que le capitaliste appelle les «temps morts» de la production, les gestes et déplacements «inutiles». Ces «améliorations» pour le capitaliste sont tout le contraire pour l'ouvrier : les cadences sont de plus en plus dures, le temps de travail ne diminue pas mais le travail en équipe (3x8, 4x8, équipes de nuit) se généralise, y compris dans les entreprises où il n'y a aucune justification technique (exemple métallurgie), afin que les machines soient amorties plus rapidement. Rappelons ce récit d'un ouvrier d'USINOR-Dunkerque à propos d'un jeune de 18 ans : «Pour pouvoir tenir la production de plus en plus élevée, depuis un certain temps, il doit rester à travailler seul pendant l'heure de la croûte, pour marquer, découper et encrer les bobines. A cause des cadences trop rapides, imposées par le fonctionnement automatique, il s'aperçoit qu'il a oublié de marquer un rouleau. En voulant corriger son erreur, son pied glisse entre le premier et le deuxième convoyeur. En voulant dégager sa jambe à l'aide de sa deuxième jambe, il est surpris par la bobineuse et spontanément, il met la main sur la bobine qui se trouve en fin de course sur le premier convoyeur. Il a d'abord les jambes arrachées par le convoyeur, puis coupées par la bobine...»

Qu'est-ce donc que la prétendue sécurité dans les boîtes dont nous parlent tant les défenseurs zélés de la bourgeoisie ?

Un mineur nous l'explique : «Si on veut respecter les consignes de sécurité, il faudrait tous les 1,50 m, mettre un boîtier provisoire pour soutenir le toit de la veine creusée et ensuite mettre un boîtier complet. Mais quand ça va trop vite (vitesse de la machine), on ne fait pas de boîtier provisoire, on passe tout de suite au boîtier complet». Ainsi, le capitaliste élabore des règlements, des dispositifs que les ouvriers ne peuvent appliquer sans couler la production. C'est à dire sans risques d'être licenciés ou sans risquer de voir leur salaire, lié au rendement, diminuer. Il a beau jeu, après l'accident, d'en rendre l'ouvrier responsable. C'est lui qui, en fait, a prémédité son meurtre. Souvent même, dans leur soif de profits maximums, les patrons ne respectent pas, les plus élémentaires mesures de sécurité.

Ainsi, chez Berliet, on fait travailler les nettoyeurs ou les ouvriers d'entretien dans des installations qui tournent, afin de ne pas bloquer la production d'autres machines. Le profit avant tout, telle est la devise des capitalistes, la vie des ouvriers importe peu en regard. Il est

significatif de constater à ce sujet que la courbe des accidents du travail suit de près celle de la productivité.

Et lorsque Giscard d'Estaing, annonçait, avant la mort de Pompidou, que les ouvriers devraient travailler un 13ème mois par an, on imagine le sort qu'il nous réserve, la multiplication des accidents qui en résultera. Avec l'organisation capitaliste du travail se conjugue la dégradation accélérée des conditions d'existence dans tous les domaines. L'allongement de la journée de travail par l'éloignement entre le lieu de travail et le logement, les conditions très mauvaises du transport en commun, tout concourt à accroître la fatigue, l'épuisement du travailleur et donc les risques d'accidents.

Les jeunes ouvrières du textile de Lille-Roubaix, venant du pays minier, prenant le car chaque jour de 3 h à 4 h du matin, pour commencer le travail à 5 h ou 6 h, expliquent les conséquences de leur épuisement : «Il arrive un moment où, dans le travail, on ne voit même plus le danger».

Les accidents, les maladies professionnelles ne sont donc pas un abus occasionnel et provisoire auquel on pourrait porter remède sans toucher aux fondements même de toute l'organisation sociale. Seule une société où le but de la production n'est plus le profit d'une minorité mais, la satisfaction des besoins des hommes, seule une société gouvernée par le pouvoir des ouvriers et des paysans, peut prendre des mesures réellement efficaces pour prévenir les accidents et les maladies du travail.

Aujourd'hui, sans attendre, il faut agir. Les syndicalistes révolutionnaires peuvent se servir des comités «Hygiène et Sécurité» (C. H.S.) des entreprises, pour enquêter sur les conditions déplorables imposées par le Capital, pour mettre en pleine lumière les responsabilités patronales. Mais de tels comités ne sont qu'un moyen pour la lutte.

La lutte contre les accidents et les maladies passe par des luttes de masses contre les cadences, contre le salaire au rendement, comme les luttes résolues menées à la SPLI de Fougères, Jeager à Caen et bien d'autres entreprises, et aussi par la lutte contre les conditions de plus en plus pénibles de transport et de logement, des conditions telles que l'ouvrier a de plus en plus de mal à reconstruire rapidement sa force de travail.

- A bas les crimes du capital !
- Suppression du salaire au rendement !
- Halte aux cadences !
- La semaine de 40 Heures tout de suite, sans perte de salaire !
- Des logements et des transports décentes !

Frédéric MONTAGNET.

CAPITAL ASSASSIN - CAPITAL ASSASSIN - CAPITAL ASSASSIN

RHODIA BELLE ETOILE

Un entreprise extérieure à l'usine, la SPIE a été chargée par le patron de Rhodia de travaux d'aménagement. A un endroit où passent deux voies ferrées parallèles, la SPIE doit creuser une tranchée perpendiculaire aux 2 voies passant sous la première, puis qui tourne pour continuer au milieu entre les deux voies, distantes l'une de l'autre de deux mètres. Et la tranchée fait ce coude précisément là où des wagons-citernes s'arrêtent et sont vidés.

Rhodia paie ce travail au forfait à la SPIE, c'est à dire que les patrons de Rhodia et de la SPIE ont décidé à l'avance le prix, et que celui-ci ne changera pas quels que soient les temps ou les difficultés rencontrées. Bien entendu, sur ce prix, le patron de SPIE s'arrange pour en mettre le maximum dans sa poche. Il va demander aux ouvriers de creuser la tranchée en un temps record, il ne jugera même pas nécessaire de faire poser des étaux : cela lui aurait sans doute fait perdre du temps, donc de l'argent !

Même souci du profit maximum pour le patron de Rhodia : le déchargement des wagons ne s'est même pas arrêté

pendant ces travaux, des wagons qui se trouvaient à 70 cm de la tranchée ! Or, pour vider les citernes, on utilise des pompes dont les vibrations se sentaient jusque dans la tranchée. Ce qui devait arriver est arrivé : les vibrations ont fait ébouler les parois non étampées de la tranchée. Un ouvrier qui se trouvait au fond a été tué sur le coup, la tête écrasée par un bloc de béton. C'est un assassinat avec pour seul mobile un plus grand profit pour les patrons de la Rhodia et de la SPIE.

Corr. Rhodia-Belle-Etoile (St-Fons) 17.5.74

BERLIET (Vénissieux)

Soixante accidents depuis le début de l'année 74, 8 ouvriers morts en 3 ans à la fonderie. Et Berliet continue à assassiner impunément !

Vendredi dernier à 21 h... un nouvel accident s'est produit à la fonderie — lors du nettoyage d'un cubilot. La chute soudaine d'un bloc de métal coincé en haut du cubilot, sur du métal à peine refroidi au jet d'eau a provoqué un dégagement de chaleur tel que neuf travailleurs ont été brûlés, dont quatre gravement. Deux ouvriers resteront au moins un mois à l'hôpital

Edouard Herriot. Ceci s'est produit parce que le nettoyage a été fait trop tôt, le métal étant encore chaud. Lundi matin, c'est le tour d'un ouvrier d'entretien qui à la main broyée par la vis sans fin d'un mélangeur qu'il était en train de réparer et qui s'est mis en action pendant l'opération. Un accident semblable s'était produit il y a un mois sur un malaxeur, provoquant la mort d'un ouvrier et blessant très grièvement un autre.

Correspondant.

CITROEN (Rennes)

Vendredi 17 mai, vers 23 h15, dans les dernières minutes d'une journée de travail, un accident survient sur les chaînes AMI 8 — DYANE : un jeune OS, Michel Morin a eu la tête broyée par une masse d'environ 80 kg. Aucune sécurité n'a fonctionné, aucune ambulance ne l'a pris en charge. Pourtant les véhicules ne manquent pas dans ce secteur de l'usine, Michel Morin est mort dans des conditions atroces. Ce même accident a blessé un autre ouvrier. C'est le second accident grave en un mois à Citroën, qui avait alors tout fait pour le cacher.

Correspondant.

LA FUITE AU BRÉSIL DE CAETANO ET TOMAZ

La junte de salut national a permis que les ex-dirigeants fascistes Caetano et Américo Tomaz s'exilent au Brésil. Il apparaît évident qu'un procès de Caetano et Tomaz n'aurait pas été une excellente chose pour des éléments antérieurement très liés au fascisme comme l'actuel président de la République Anton Spínola ou Costa Gomes, un des responsables de la junte. Peut-être aurait-on entendu certaines relations de faits gênants pour les actuels représentants de la bourgeoisie portugaise (Champalimaud et les familles Mello : C.U.F. les deux principaux trusts portugais). L'indignation des masses ne s'est pas fait attendre et c'est une vague de protestations qui a traversé le Portugal. En effet, lors du discours prononcé au stade de Lisbonne devant 300.000 personnes, Mario Soares avait promis au peuple portugais que les dirigeants

fascistes seraient régulièrement jugés et châtiés et que l'exil doré de ces messieurs à Madère était une insulte au peuple. Tout ce discours avait été vivement soutenu par Cunhal (secrétaire du parti révisionniste portugais). A Madère même, où Spínola avait fait diriger Caetano et Tomaz, la population avait manifesté bruyamment son mécontentement en arborant des banderoles et lançant ces mots : «*Dehors les fascistes, nous ne sommes pas des boîtes à ordures*». Il ne suffit pas de crier «*harro sur les bandits*» une fois qu'ils sont partis comme le fait le P.C.P., alors que ces mêmes révisionnistes affirmaient avoir des contacts étroits avec des éléments du mouvement des capitaines, qui leur ont certainement permis d'être informés à l'avance. Entamer un procès contre certains autres éléments dirigeants de la clique fasciste comme va le faire le gouvernement provisoire,

c'est masquer la vérité au peuple portugais sur la réalité de cet envol qui n'a pu être si secret. Il ne suffit pas de faire des appels à la vigilance encore faut-il que cette vigilance soit effective. Le fait que par ailleurs, Mario Soares ait déclaré qu'il n'était pas opportun de rouvrir le dossier Humberto Delgado (opposant à Salazar, candidat à la présidence en 1964, assassiné à la frontière espagnole) malgré une demande pressante de l'opinion portugaise prouve, s'il en était encore besoin, que dans l'actuel gouvernement provisoire, on préfère que certains aspects de l'histoire restent cachés aux masses.

Contre toutes ces tentatives, soyons sûrs que le peuple portugais saura un jour trouver la voie pour découvrir toutes les vérités qu'on tente de lui dissimuler aujourd'hui.

AU PORT DE LISBONNE, ENQUÊTE CHEZ LES DOCKERS

A la faveur des libertés démocratiques reconquises, une puissante vague de grèves se déploie au Portugal. L'enquête effectuée par notre camarade chez les dockers de Lisbonne rend compte de l'exploitation qu'ils subissent comme de leur volonté de lutte.

6 h 45. Au «Jardim do Tabacço», des centaines de dockers attendent l'ouverture du hangar où ils vont être embauchés tout à l'heure. Il y a également là de nombreux travailleurs occasionnels qui viennent voir à se faire embaucher, mais sans grand espoir.

7 h. Les portes du hangar s'ouvrent ; un mouvement précipité : certains travailleurs vont se faire régler le salaire de la veille.

Les dockers sont alignés sur plusieurs rangées ; les chefs d'équipement désignent ceux qui travailleront aujourd'hui ; au premier étage sur une grande passerelle, d'autres dockers s'alignent. Aux portes maintenant bloquées par les gardiens, des travailleurs se pressent, tenant leur carte de docker à bout de bras, «*du travail, du travail*». Plus de 400 resteront sans travail ce jour-là.

Un docker vient vers moi : «*tu es français, tu connais le Havre, Rouen : j'ai travaillé là-bas, comme docker. Attends un peu, je vais te présenter aux camarades syndicalistes qui doivent arriver*».

Les présentations faites, la discussion s'engage : «*Ce qu'il faut que tu dises dans ton journal, c'est tous les problèmes qu'on rencontre. Ici, c'est la misère ; on a beaucoup de mal à se faire embaucher, tous les gens qui ont leur carte de docker ; en plus il y a tous ceux qui viennent pour trouver du boulot occasionnel ; ce n'est pas rare qu'on les utilise contre nous quand on mène des actions revendicatives : les patrons veulent créer ainsi la division chez les*

travailleurs, briser nos grèves. Ce que nous voulons, nous syndicalistes, c'est que les dockers soient maîtres de leur travail et que nous puissions nous-mêmes dire les effectifs nécessaires au travail sur le port ; mais ce sera dur, la lutte n'est pas finie ! Il faut que le plus grand nombre puisse travailler !».

Les camarades me conduisent sur le lieu de travail : les bateaux amarrés aux quais attendent d'être déchargés. «*Regarde : les quais ne sont même pas goudronnés ; quand il pleut la terre est détrempée, on a souvent de l'eau jusqu'aux chevilles. Comme on n'a pas de bons souliers, souvent on glisse, on se blesse, et alors il ne faut pas compter sur la «caisse d'aide aux travailleurs» qui arrive toujours à prouver que si le médecin te donne un mois de congé-maladie, tu n'as besoin que de 7 jours pour te retaper*».

«*Quelles étaient les conditions des dockers avant le coup d'Etat ?*».

Un groupe de dockers s'est formé autour de nous ; ils écoutent attentivement et disent bientôt leur mot :

«*On a mené déjà de nombreuses luttes pour améliorer nos conditions de travail, bien qu'il faut dire que c'était très difficile de se réunir, toute activité de type syndical étant interdite en dehors des corporations fascistes. Notre salaire était de 280 escudos par jour, sans être assurés de trouver du travail le lendemain. Pas de cantine ; sécurité sociale : 60% du salaire si tu étais malade ; pas d'allocation chômage ; pas de chaussures de protection ni de vêtement de travail ; pas de prime d'intermédiation*».

«*Quand tu sais que le kilo de poisson varie entre 40, 60 et 80 escudos, que les chaussures coûtent 250 escudos ou même 500 escudos, qu'un appartement correct pour un jeune ménage avec un enfant à Lisbonne*

coûte 4.000 escudos, tu vois qu'on n'a plus grand chose pour vivre. Alors, il faudra se battre...» il regarde ses camarades en riant, fait un geste éloquent, le tranchant de la main sur la gorge... «*Jusqu'à ce qu'on coupe la gorge aux patrons qui veulent qu'on se serre la ceinture*».

«*Quelle est votre position sur la guerre coloniale ?*»

«*Tu sais, pour moi, j'ai un fils là-bas et je préférerais le voir ici. On n'a rien à faire là-bas ; si les bourgeois veulent que ça continue, ils n'ont qu'à y aller eux-mêmes. Les Africains et nous, c'est la même chose, on est exploités*».

«*C'est normal que les gars se battent là-bas, c'est pour se libérer, regarde toutes ces caisses qui viennent de l'Angola : tu peux être sûr que c'est pour Champalimaud ou Mello (C.U.F.). Alors, notre intérêt à tous les travailleurs, c'est que ça s'arrête*».

«*Qu'est-ce que vous pensez d'une action de solidarité menée par notre Parti lors de votre prochaine grève ?*»

«*C'est tout-à-fait ce qu'il faut : étendre la solidarité. Moi, j'étais dans les troupes républicaines en Espagne ; j'ai été enfermé dans un camp de concentration français ; la solidarité c'est très important ; et si les camarades font grève en France, on fera le soutien au Portugal*».

«*Ici, la lutte n'est pas finie pour faire que la SONOTRA (monopole exploitant le trafic du port et faisant l'embauche) accède à nos revendications. Il va falloir se battre contre le chômage, contre les accidents, pour la cantine et l'hygiène, mais aussi pour virer les cadres de la SONOTRA qui ont servi le fascisme. Et ça, ce n'est pas encore gagné*».

C'est avec une grande chaleur internationaliste que le responsable syndical a conclu notre entretien, souhaitant un soutien mutuel et l'échange de leurs expériences de lutte entre les ouvriers français et portugais.

matières premières LUTTE POUR LE PETROLE DU MOYEN ORIENT (1)

Dans la lutte entre l'impérialisme et le Tiers-Monde sur la question des matières premières, le pétrole, source d'énergie décisive, a occupé une place particulière. D'une part parce qu'il était particulièrement concentré entre les mains du «cartel mondial» ; d'autre part parce que c'est sur ce front que les pays du Tiers-Monde ont fait leur première percée. Le pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, qui représente 40% de la production mondiale, aux conditions les plus favorables, est au centre de cette bataille.

C'est avec l'embargo, mis par les pays arabes sur le pétrole en vue de soutenir la lutte de leurs frères contre le sionisme, que cette question est venue occuper avec éclat le devant de la scène. L'espace de quelques mois, la confrontation entre l'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole et l'impérialisme a pris un ton particulièrement aigu. Au mois de janvier, tandis qu'on apprenait que les marines US s'entraînaient à la guerre dans le désert, le secrétaire d'Etat américain à la Défense, Schlesinger menaçait ouvertement les pays arabes d'une intervention militaire. A quoi les ministres du pétrole d'Arabie Séoudite et du Koweït répliquaient justement qu'en pareil cas, les pays victimes de l'agression auraient tôt fait de faire sauter les puits de pétrole et de les rendre inutilisables à jamais.

LE MONOPOLE DU CARTEL

En fait, l'épisode de l'embargo était un temps fort d'une longue bataille engagée par les pays producteurs de pétrole contre le plus puissant groupement d'intérêts monopolistes du monde : le cartel des pétroles.

Depuis la deuxième guerre mondiale, un petit groupe de grandes compagnies, principalement américaines, avec en plus BP (anglaise), CFP-Total (française) et Shell (anglo-hollandaise avec de forts intérêts américains) dominaient entièrement le secteur du pétrole à l'échelle mondiale, depuis la production jusqu'à la pompe de la station-service en passant par tous les chaînons de la transformation et du transport. En ce qui concerne la production, par exemple, pour le secteur du Moyen-Orient (Péninsule arabique, Irak, Iran), la production revenait en 1965 pour 57,5% aux compagnies US, pour 35,5% aux compagnies anglaises, 5,5% à la Shell et 6,5% à la CFP, soit au total ... 99,25% de la production de la principale région pétrolière du monde ! Les Américains et les Anglais se partageaient en 1968 le pétrole lybien à 60% et 40%. Fortes de ce monopole établi sur toute la chaîne, les compagnies fixaient à leur guise le prix fictif du pétrole sur lequel étaient calculées les redevances payées aux Etats producteurs : il s'agissait en effet du «prix affiché» concernant le pétrole qui circulait en dehors des compagnies, quantité négligeable sur laquelle elles pouvaient peser à leur guise. De 1948 à 1962, alors que les prix des produits manufacturés montaient constamment, le «prix affiché» baissait de cette façon d'un cinquième environ. Le montant du pillage ainsi effectué aux dépens des pays producteurs est proprement incalculable.

L'OPEP ET LES PRIX

La constitution, le 14 septembre 1960, face au cartel des compagnies, de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, a fourni le cadre dans lequel la lutte allait pouvoir se mener. En 1964 et 1967, des négociations d'ensemble eurent lieu entre l'OPEP et le cartel sur la question de la fixation des prix et des redevances aux pays producteurs. Si elles devaient tout juste aboutir à un redressement du

prix payé, — c'est à dire encore à une baisse compte tenu de l'inflation — elles marquaient cependant un progrès : pour la première fois, les compagnies devaient négocier au lieu d'imposer unilatéralement leurs conditions : un rapport de forces commençait à s'établir.

PREMIERS PAS VERS LA MAÎTRISE DE LA PRODUCTION

C'est également à la fin des années 60 que commençait à se faire jour le mouvement de récupération de leurs richesses nationales par les pays producteurs.

A l'époque, seuls quelques pays commencèrent à engager la lutte sur ce front. Risquant des mesures de boycott du cartel qu'ils n'étaient pas en mesure d'affronter isolément et même des interventions militaires comme celle que l'Iran avait subi en 1954, ils choisissent, plutôt que de s'attaquer aux possessions existantes des compagnies, de prendre le biais de la prospection de nouveaux champs pétrolifères. Constituant des compagnies nationales (NIOC en Iran, INOC en Irak, SONATRACH en Algérie, etc...), ils passèrent avec les compagnies étrangères soit des contrats de «recherche et de participation», soit des contrats «d'agence». Au lieu des vieilles «concessions» pour lesquelles les compagnies étrangères s'adjugeaient d'avance la totalité du pétrole produit par les nouvelles zones de prospection, ces contrats assuraient aux pays producteurs la maîtrise de tout ou partie de la production nouvelle. Selon le cas, les compagnies étrangères, qui assuraient la prospection, devaient partager la production à 50% ou plus avec la société nationale (le pourcentage restant étant soumis à l'impôt), rétrocéder immédiatement ou progressivement une part des réserves découvertes, ou même laisser entièrement la production entre les mains de la société nationale, en étant simplement assurées qu'une quantité donnée de la production leur serait vendue.

L'aiguinement des contradictions inter-impérialistes qui commençait à se faire jour devait favoriser ces premiers pas vers la maîtrise de la production nationale. C'est en effet avec l'ERAP-Elf (compagnie française d'Etat) et avec l'ENI, son homologue italienne, que ces premiers contrats purent être passés, d'autres compagnies européennes emboitant le pas : les impérialismes européens, dépendants pour leurs fournitures énergétiques des compagnies US, rencontraient ainsi dans leur tentative pour entamer le monopole américain, la volonté d'indépendance des pays producteurs.

De leur côté, les pays producteurs pouvaient commencer à acquérir l'expérience industrielle, commerciale et financière qui leur permettrait de poursuivre la lutte au-delà. L'Algérie, l'Irak et l'Iran ouvraient cette voie en 1965-1967, bientôt suivis, avant 1970, par la Libye et l'Arabie Séoudite. Sur le terrain des prix et de la maîtrise des richesses nationales, les premiers jalons étaient posés pour les grandes luttes des années 70.

MEETING C.I.P. A STRASBOURG

Un meeting du C.I.P. s'est tenu à Strasbourg pour le soutien à la lutte des peuples des colonies portugaises, le 22 mai. 120 personnes assistaient à ce meeting dont des travailleurs portugais. Un responsable du C.I.P. fit le point de la situation dans les colonies portugaises et différents messages de soutien d'organisations anti-impérialistes ont été lus. Le film «No Pincha» a été projeté et 250F collectés pour l'ambulance pour la nouvelle République de Guinée-Bissau.



LA BOMBE ATOMIQUE INDIENNE: UNE ARME D'AGRESSION!

Le 16 mai l'Inde fait exploser sa première bombe atomique, à proximité de la frontière avec le Pakistan. Aussitôt elle a prétendu qu'elle n'utiliserait jamais de bombes atomiques, qu'elle comptait uniquement creuser des canaux et réaliser d'autres grands travaux grâce à l'énergie nucléaire. Elle peut bien affirmer aujourd'hui qu'elle n'a que des soucis pacifiques puisqu'elle ne dispose encore d'aucun moyen pour transporter des bombes atomiques, tel que fusée, missile...

Elle s'active, cependant, pour se doter de tels moyens en préparant le lancement de satellites: le premier satellite indien sera expérimenté à partir de l'URSS, après quoi l'Inde enverra un second satellite à partir d'un centre de lancement de fusées établi sur son territoire. Pour ce lancement, l'Inde a mis sur pied un programme de construction de grosses fusées. Et ces fusées, si elles ne peuvent avoir d'utilité pour réaliser de grands travaux, sont en revanche parfaitement disponibles pour se transformer en porteuses de bombes ou en missiles. Il ne faut que le temps de les aménager.

Les phrases hypocrites sur la prétendue volonté pacifique de l'Inde sont démenties par les révisionnistes indiens qui ont toujours apporté un soutien acharné aux visées expansionnistes de l'Inde: «Il est nécessaire que le monde sache qu'en cas d'agression de notre territoire, nous sommes en position d'utiliser l'énergie nucléaire comme moyen de défense» écrit «Patriot», journal du parti révisionniste.

Faire passer l'agression pour volonté de paix et la course aux armements pour non-violence est la politique habituelle de l'Inde. Le pays de Gandhi, apôtre de la non-violence, veut se faire passer pour le pays le plus pacifique du monde. Les actes de l'Inde, depuis le départ des Anglais en 1947, viennent démentir cette image.

une politique d'agression permanente

Tous les pays voisins de l'Inde sont victimes de sa volonté d'hégémonie et de sa politique annexionniste. L'Inde a dirigé ses appétits dans deux directions: s'emparer de vastes

territoires chinois et s'assurer le contrôle des pays himalayens d'une part, et d'autre part, démembrer le Pakistan.

ASSERVIR LES PETITS PAYS.

Le Népal est pris entre l'Inde et l'Himalaya. Ne disposant pas de débouché maritime, tout son commerce avec l'étranger doit obligatoirement transiter par l'Inde. En 1970 le traité de commerce en vigueur prenait fin. Le ministre népalais du commerce et de l'industrie déclarait à propos de la négociation du nouveau traité: «Jusqu'ici les relations économiques du Népal et de l'Inde sont caractérisées par l'exportation de matières premières, de bois et de produits agricoles du Népal vers l'Inde et l'importation de produits manufacturés de l'Inde vers le Népal. Il est naturel qu'un pays en voie de développement aspire à modifier ce genre de relations».

Au contraire, l'Inde voulait aggraver cette dépendance. Elle a bloqué les négociations, et pour obliger le Népal à renoncer à ses légitimes revendications, elle a instauré le blocus sur les marchandises venant du Népal ou destinées à ce pays; les lieux de passage entre les deux pays ont été fermés par l'armée indienne, toutes les garnisons indiennes, sur la frontière entre les deux pays, renforcées.

LE SEUL PAYS ASIATIQUE AYANT UN PROTECTORAT.

Le pays himalayen du Sikkim a été purement et simplement transformé en protectorat par le traité de 1950. Un commissaire politique est installé dans le pays. La défense nationale et la diplomatie dépendent entièrement de l'Inde.

En 1973 l'Inde a fomenté des émeutes dans le pays. Le parti du Congrès du Sikkim, instrument de l'Inde, lui a télégraphié pour lui demander une «intervention immédiate» faute de quoi «la sécurité de l'Inde sera sérieusement affectée». L'Inde a alors dépêché des troupes dans ce petit pays de 200.000 habitants, renversé le roi et instauré une «monarchie constitutionnelle». Un nouveau traité a été imposé, aux termes duquel le roi devra «choisir» un administrateur proposé par l'Inde, lequel supervisera les affaires intérieures et l'économie. Au cas où une divergence d'opinion apparaîtrait

entre le roi et l'administrateur en chef, le commissaire politique indien «devra en référer au gouvernement indien dont l'opinion aura un caractère d'obligation».

En clair, l'Inde transforme le Sikkim en Province indienne. L'Inde a décidé, dans le même traité, que des élections auraient lieu tous les 4 ans, supervisées par le responsable aux élections indiennes. L'assemblée ainsi élue ne devra discuter, ni poser de questions sur aucun sujet relevant de l'autorité de l'Inde. On se demande bien à quoi elle peut alors passer son temps!

Les premières élections ont eu lieu en avril 74. La quasi-totalité des sièges revient au parti du congrès du Sikkim, dont le chef a déclaré: «il n'y a pas de place pour les éléments anti-indien au Sikkim».

AGRESSIONS CONTRE LA CHINE.

En s'appropriant le Sikkim, l'Inde dispose d'une base d'agression importante: le Sikkim a une frontière commune avec la Chine, le long de laquelle sont massées des troupes indiennes. Le Bhoutan, autre état entièrement dépendant de l'Inde pour son commerce est également obligé de servir sa politique d'agression; elle y a installé des routes stratégiques en direction de la Chine.

De 1950 à 1959 l'Inde s'est emparé de 90.000 kilomètres carrés. Elle s'appuyait sur une carte établie par les impérialistes britanniques, établissant une frontière baptisée «ligne Mac Mahon». Les Britanniques eux-mêmes n'avaient jamais osé réaliser les annexions que prévoyait cette carte. Leurs successeurs indiens le firent, ils allèrent même plus loin.

En 1962, l'Inde revendiqua 33.000 kilomètres carrés du territoire chinois en plus des 90.000 déjà annexés. Devant le refus de la République Populaire de Chine, l'Inde se lance dans une agression de grande envergure, établissant plus de 43 postes à l'intérieur du territoire chinois, parfois même en coupant les postes chinois de leurs arrières. Face à cette agression caractérisée les troupes chinoises reçoivent l'ordre de ne jamais tirer les premières afin d'éviter toute escalade, pour que le conflit puisse être réglé par la voie de consultations.

Pour permettre l'ouverture de négociations la Chine proposa à l'Inde que les deux parties retirent leurs troupes à vingt kilomètres de part et d'autre des positions à la veille du conflit. L'Inde ayant refusé, la Chine retira unilatéralement ses troupes et cessa les patrouilles le long de la frontière. L'Inde en profita pour faire avancer ses troupes. Mal lui en prit. Les troupes indiennes furent repoussées jusqu'à 20 kilomètres au-delà de la frontière. Des milliers de soldats furent faits prisonniers, des tonnes d'armes et de munitions saisies. Dès que la paix fut rétablie tous les soldats prisonniers furent libérés par la Chine. Les armes saisies furent solennellement rendues à l'armée indienne, en parfait état, nettoyés, ainsi que leurs munitions.

DEMEMBRER LE PAKISTAN.

L'Inde a toujours tenté de s'emparer de vastes territoires pakistanais. Dès 1948, elle déclenche une guerre contre le Pakistan en vue de s'emparer du Cachemire. En 1963-65, elle reprend ses agressions dans le même but, elle étend son agression au Pendjab. Le plus grave coup porté à la souveraineté du Pakistan est l'agression de 1971.

L'Inde encourage la ligue Awami, organisation des féodaux et des bureaucrates du Pakistan Oriental, à faire sécession. Un gouvernement du «Bengla-Desh» est formé à Calcutta, en Inde.

L'Inde prétendit que la présence des troupes pakistanaises au Pakistan Oriental, constituait une grave menace pour sa sécurité. Elle somma donc le Pakistan, de retirer toutes ses troupes du Pakistan Oriental. C'est bien là une



Légende:

→ agression 1971 : date de l'agression

logique d'agresseur, les troupes du pays voisin sont une menace car elles empêchent de s'emparer des territoires convoités.

A la suite de cet ultimatum, l'Inde pénétra massivement au Pakistan Oriental. Cette agression avait été soigneusement préparée, les troupes équipées en conséquence: on remarquait des engins amphibies parfaitement étudiés pour le combat dans les zones marécageuses du delta du Bengale. L'intervention indienne fut caractérisée par des massacres innombrables et une répression atroce, notamment à l'égard de la minorité Biharie.

Cette agression a amputé le Pakistan du quart de son territoire. Le Bengla-Desh a été créé, étroitement assujéti à l'Inde. Elle entretient, par le biais de l'aide, le pouvoir de Mujibur Rahman; tandis que le pays, seule richesse naturelle mise en valeur, est approprié par l'Inde qui le traite dans les usines de Calcutta!

L'ambition hégémonique de l'Inde est résumée dès 1944, par le «fils spirituel de Gandhi», Nehru, dont la fille, Indira Gandhi est aujourd'hui premier ministre: «L'Inde deviendra le centre des activités économiques et politiques de la zone de l'Océan Indien, du Sud-Est asiatique et même du Moyen-Orient».

L'appétit est grand, bien plus que l'estomac n'en peut contenir; car Nehru ne pouvait imaginer que les peuples de ces régions se dresseraient héroïquement pour conquérir leur indépendance, tandis que l'Inde serait ravalée au rang d'exécuteur des basses œuvres des super-puissances.

à la botte des superpuissances

L'expansionnisme indien est entièrement alimenté par les super-puissances. L'Inde est le premier bénéficiaire des prêts de la banque mondiale où dominent les capitaux américains. Ainsi son endettement est de plus en plus important à l'égard des USA. Avec l'aide des USA et du Canada, elle a installé les piles atomiques produisant le plutonium nécessaire à la fabrication de la bombe.

De leur côté, les Soviétiques lui permettront d'acquiescer la maîtrise des fusées porteuses.

Au cours des dernières années, l'Union Soviétique a largement contribué à l'armement de l'Inde. Au cours de l'agression contre le Pakistan Oriental, du matériel soviétique se trouvant déjà à destination en Egypte, a été réembarqué pour être expédié en Inde. Les armes les plus modernes, y compris des fusées Sam 6, lui sont fournies. Des usines d'armement sont également installées en Inde par les Soviétiques. L'agression contre le Pakistan Oriental a été préparée par un traité soviéto-indien d'assistance mutuelle qui a assuré à l'Inde toute l'aide nécessaire pour son mauvais coup.

En retour les Soviétiques ont obtenu la possibilité de faire visiter les ports de Madras et de Bombay à leur flotte. Ils obtiennent le droit d'utiliser les bases navales indiennes.

L'ENCERCLEMENT DE LA CHINE.

Ce n'est pas seulement pour obtenir les droits de mouillage que les USA suivis par l'URSS ont augmenté la puissance militaire de l'Inde. L'expansionnisme indien, le chauvinisme réactionnaire sont des instruments entre leurs mains. En assujettissant tous les pays le long de la frontière chinoise et en émettant des prétentions innouées à l'égard de la Chine, l'Inde complète l'encerclement de la Chine et fait peser une menace permanente sur sa frontière. Le cri du cœur d'un haut fonctionnaire soviétique lors de la signature du traité soviéto-indien a été: «Nous aussi nous sommes 800 millions» (550 millions en Inde plus 250 millions en URSS).

DOUBLE ALIGNEMENT.

Le Social-impérialisme a permis à l'Inde de démembrer le Pakistan. Il y a beaucoup gagné. Tout d'abord, le port de Chittagong, principal port du Bengla-Desh, est actuellement en cours d'aménagement pour devenir une base navale soviétique. Le Bengla-Desh lui-même est le premier point d'appui solide du social-impérialisme dans cette région, d'où il peut envisager de s'étendre vers l'Asie du Sud-Est où il rêve de remplacer l'impérialisme US. En aidant l'Inde dans son entreprise d'agression, l'URSS a considérablement renforcé sa position face aux Etats-Unis, en Inde même et dans toute la région.

Lors de sa visite en Inde en Novembre 1971, Brejnev a tout fait pour que l'Inde accepte le pacte de sécurité collective en Asie dont réent les sociaux-impérialistes. Peine perdue! Il n'a rien obtenu sinon de fructueux accords commerciaux. Pourquoi l'Inde s'alignerait-elle sur le seul social-impérialisme alors qu'elle peut s'aligner sur les deux super-puissances, servir de suppléant tantôt à l'une, tantôt à l'autre, tantôt aux deux et en tirer tout le profit pour son propre expansionnisme?



La misérable hypocrisie de la bombe «pacifique» de l'Inde se démasque d'elle-même devant cette suite d'agressions. La bombe indienne sera un nouvel instrument pour sa politique d'agression.

Parlant de l'Inde, Brejnev disait en octobre 1973: «Un exemple de jonction d'une politique de paix conséquente et de solution démocratique des problèmes intérieurs est fourni par la République Indienne». Venant de Brejnev, le bourreau du peuple tchécoslovaque, cela veut dire: «un exemple de jonction entre une politique expansionniste permanente et d'une répression sanguinaire des mouvements de masse est fourni par la République Indienne».

Grégoire CARRAT.



«Bengla Desh» 1971
sous la garde des
soldats indiens, ces
hommes attendent
d'être massacrés.